

Rentrée scolaire : le Comité Social d'Administration départemental était convoqué ce 29 août à 9h à la Direction Académique



La Fédération FO de l'Enseignement (FNEC FP – FO 84) a quitté la réunion du Comité Social d'Administration refusant de cautionner la poursuite des contre-réformes par un gouvernement « démissionnaire », sans légitimité.

Déclaration de la délégation FO à l'ouverture du CSA

Monsieur le Directeur Académique,

Par cette déclaration, la Fédération FO de l'Enseignement de Vaucluse (FNEC FP – FO 84) s'adresse à tous les personnels de l'Éducation Nationale de Vaucluse.

La Fédération FO de l'Enseignement de Vaucluse (FNEC FP – FO 84) dénonce **le coup de force contre l'École publique que constitue l'organisation de la rentrée scolaire par un gouvernement et une ministre dont la politique a été désavouée à trois reprises aux élections européennes et législatives.**

Sans majorité depuis le 7 juillet, démissionnaire depuis le 16 juillet, le gouvernement est maintenu en place par le Président Macron au nom de la « gestion des affaires courantes ». Il s'agit par **ce stratagème antidémocratique** d'empêcher la hausse immédiate du SMIC et du point d'indice des fonctionnaires, de commencer l'application de la contre-réforme des retraites, de poursuivre la politique de privatisation des services publics, de cadeaux fiscaux et d'exonération de cotisations sociales au profit du patronat et des actionnaires... Il s'agit comme l'a dit le 26 août le Président du MEDF de maintenir une « **politique pro-business** ».

Au nom des « affaires courantes », ce sont plus de **1160 décrets, arrêtés et textes réglementaires** qui ont été publiés depuis le 7 juillet, c'est l'annonce d'un **budget d'austérité**, avec près de 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires s'ajoutant aux mesures imposées par décret en début d'année 2024, c'est **la poursuite des contre-réformes contre l'Enseignement public et le statut de fonctionnaire d'Etat** (PACTE, pilotage par l'évaluation, acte 2 de l'école inclusive).

Comme si de rien n'était, la ministre démissionnaire Belloubet a annoncé dans sa conférence de presse du 27 août **une année scolaire sous le signe de la poursuite des réformes.**

Eh bien non, pour FO, ce n'est pas acceptable !

Pourquoi devrions-nous encore supporter

- le maintien du « choc des savoirs », contre-réforme rejetée massivement l'an passé par les enseignants et les parents d'élèves ?
- les 650 suppressions de postes du budget de l'Éducation Nationale 2024 adopté par 49-3 et qui ont comme conséquence un manque de moyens à tous les niveaux ?
- le refus d'intégrer tous les reçus aux concours d'enseignement qui sont sur les listes complémentaires alors que nous manquons cruellement de professeurs ?
- l'absence de personnels pour assurer les remplacements ?
- l'absence de personnels et de structures spécialisées pour les élèves en situation de handicap et en grande difficulté scolaire, l'absence d'une médecine scolaire ?

- des centaines d'heures d'accompagnant pour des élèves en situation de handicap non assurées rien que pour le Vaucluse et une centaine d'élèves en attente d'une place dans un établissement spécialisé ?
- l'évaluationite et la réunionite... ?

Pourquoi devrions-nous encore subir

- 25 % de baisse de pouvoir d'achat en 25 ans, nos salaires n'ayant jamais suivi la hausse des prix ?
- des refus de temps partiel, des refus et des diminutions drastiques des heures d'allègements horaires pour les enseignants des 1er et 2nd degrés dont l'état de santé ne permet pas ou plus d'assurer la totalité de leurs obligations réglementaires de service, nombre d'entre eux ayant des soins réguliers hebdomadaires ?
- une contre-réforme des retraites empêchant de nombreux collègues de prendre leur retraite dès la rentrée et conduisant à la réduction du montant des retraites car qui aura la santé pour travailler jusqu'à 67 ans pour avoir une retraite à taux plein ?
- l'absence de statut de fonctionnaire pour les plus de 100 000 AESH (à 99% des femmes) qui travaillent dans les établissements scolaires et qui sont payés en dessous du seuil de pauvreté ?
- le maintien de l'arbitraire instauré par le PPCR dans le déroulement de carrière, et des contre-réformes Macron-Blanquer de mise en place du management patronal : évaluation d'écoles, inspection des directeurs dans le cadre de la loi Rilhac... ?
- la disparition des CHSCT (loi Dussopt-Macron) alors que l'amiante pollue de nombreux établissements, que les burn-out deviennent une affection courante, que les agressions se multiplient... ?
- l'absence d'une médecine du travail effective ?

Pour la Fédération FO de l'Enseignement, ce gouvernement démissionnaire n'a aucune légitimité à se maintenir pour poursuivre ses contre-réformes !

Concernant la carte scolaire, quelle honte de devoir « pleurer » pour obtenir des ouvertures de classe et pour éviter des fermetures parce qu'**aucun poste n'a été attribué à notre département pour cette rentrée.**

200 milliards sont accordés chaque année aux entreprises, sans condition, sans contrepartie, sous forme de niches fiscales, d'exonération de cotisations sociales, faisant de notre pays l'eldorado des dividendes boursiers tandis que notre Éducation Nationale est de plus en plus dans l'impossibilité d'accomplir sa mission à l'instar de l'Hôpital public pour s'en tenir à ce seul exemple.

La Fédération FO de l'Enseignement revendique **aucune fermeture de classe, l'ouverture de classes pour améliorer les conditions de travail de nos collègues et les conditions d'apprentissage des élèves, et l'utilisation provisoire de tous les postes G vacants pour créer des postes de Titulaires Remplaçants.**

Face à la pratique autoritaire du pouvoir du Président Macron qui met dangereusement en cause la démocratie, **la Fédération nationale FO de l'Enseignement refuse de lui apporter la moindre caution et ne siègera pas dans les instances ministérielles dans les conditions actuelles.**

La Fédération FO de l'Enseignement de Vaucluse (FNEC FP – FO 84) ne jouera pas également au plan local la figurante dans ce CSA, cette instance consultative réunie pour la forme, où il n'y a rien à discuter parce que **tout est verrouillé par le gouvernement démissionnaire et c'est pourquoi nous quittons cette réunion.**